

**UNION DEPARTEMENTALE  
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU LOT**

Siège social : 159 rue du Pape Jean XXIII  
46000 CAHORS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos le 31 décembre 2024*

**GEC CONSEIL**

SARL GEC Conseil  
6, place Sainte-Catherine - Entrée B  
12000 RODEZ  
Tél. 05 65 77 11 00  
Fax. 05 65 77 11 11

SARL au capital de 8 000 EUROS  
RCS Rodez B 418 696 589  
N°TVA : FR 16 418 696 589

Inscrite à la Compagnie des  
Commissaires aux Comptes Région  
de Montpellier

**WWW.ALBOUY-CONSULT.FR**



**UNION DEPARTEMENTALE**  
**DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU LOT**

Siège social : 159 rue du Pape Jean XXIII  
46000 CAHORS

-o0o-

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

***EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024***

- - - - -

A l'assemblée générale de l'Association UDAF DU LOT,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDAF DU LOT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**GEC CONSEIL**

SARL GEC Conseil  
6, place Sainte-Catherine - Entrée B  
12000 RODEZ  
Tél. 05 65 77 11 00  
Fax. 05 65 77 11 11

SARL au capital de 8 000 EUROS  
RCS Rodez B 418 696 589  
N°TVA : FR 16 418 696 589

Inscrite à la Compagnie des  
Commissaires aux Comptes Région  
de Montpellier

**WWW.ALBOUY-CONSULT.FR**

**FONDEMENT DE L'OPINION**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « *Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice* » de l'annexe fait état des incertitudes pesant sur la continuité d'exploitation.

Nous avons été conduits à examiner les dispositions envisagées à cet égard.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables appliqués par votre association, nous avons examiné la situation de votre association au regard de l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation de votre association, et avons apprécié l'information donnée en annexe à ce titre.

### **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'organe délibérant.

### **GEC CONSEIL**

SARL GEC Conseil  
6, place Sainte-Catherine – Entrée B  
12000 RODEZ  
Tél. 05 65 77 11 00  
Fax. 05 65 77 11 11

SARL au capital de 8 000 EUROS  
RCS Rodez B 418 696 589  
N°TVA : FR 16 418 696 589

Inscrite à la Compagnie des  
Commissaires aux Comptes Région  
de Montpellier

[WWW.ALBOUTY-CONSULT.FR](http://WWW.ALBOUTY-CONSULT.FR)

### **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à RODEZ, le 4 juin 2025

#### **GEC CONSEIL**

SARL GEC Conseil  
6, place Sainte-Catherine - Entrée B  
12000 RODEZ  
Tél. 05 65 77 11 00  
Fax. 05 65 77 11 11

SARL au capital de 8 000 EUROS  
RCS Rodez B 418 696 589  
N°TVA : FR 16 418 696 589

Inscrite à la Compagnie des  
Commissaires aux Comptes Région  
de Montpellier

[WWW.ALBOUY-CONSULT.FR](http://WWW.ALBOUY-CONSULT.FR)

SARL GEC CONSEIL  
Christophe ALBOUY



## Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **GEC CONSEIL**

SARL GEC Conseil  
6, place Sainte-Catherine - Entrée B  
12000 RODEZ  
Tél. 05 65 77 11 00  
Fax. 05 65 77 11 11

SARL au capital de 8 000 EUROS  
RCS Rodez B 418 696 589  
N°TVA : FR 16 418 696 589

Inscrite à la Compagnie des  
Commissaires aux Comptes Région  
de Montpellier

**WWW.ALBOUY-CONSULT.FR**



## Bilan association médico-social ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement	2 868	303	2 565	2 756	- 191
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial	40 000		40 000	40 000	
Autres immobilisations incorporelles	80 167	79 167	1 000	1 416	- 416
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains					
Constructions	266 241	28 925	237 316	237 644	- 328
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	406 727	315 905	90 821	81 062	9 759
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes				8 940	- 8 940
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations et créances rattachées	23 441		23 441	22 982	459
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	26 893	20 000	6 893	6 834	59
<b>TOTAL (I)</b>	<b>846 336</b>	<b>444 301</b>	<b>402 035</b>	<b>401 634</b>	<b>401</b>
Compte de liaison					
<b>Actif circulant</b>					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	50 519	43 892	6 627	9 014	- 2 387
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	262 389		262 389	223 008	39 381
Valeurs mobilières de placement	78 146		78 146	70 931	7 215
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	629 077		629 077	623 832	5 245
Charges constatées d'avance	7 583		7 583	8 758	- 1 175
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 027 715</b>	<b>43 892</b>	<b>983 823</b>	<b>935 544</b>	<b>48 279</b>
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 874 050</b>	<b>488 193</b>	<b>1 385 858</b>	<b>1 337 177</b>	<b>48 681</b>

**Bilan association médico-social ANC(suite)**

Présenté en Euros

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le <b>31/12/2024</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2023</b> (12 mois)	Variation
<b>Fonds propres</b>			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	64 052	64 052	
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles	358 426	358 426	
. Réserves pour projet de l'entité	19 873	4 999	14 874
. dont réserves sous gestion propre	19 873	4 999	14 874
. Réserves des activités sociales et médico-sociales	381 609	451 125	- 69 516
. Autres			
Report à nouveau	-95 137	-84 898	- 10 239
. dont report à nouveau sous gestion propre	95 137	84 898	10 239
Report à nouveau activités sociales et médico-sociales	24 279	77 921	- 53 642
Excédent ou déficit de l'exercice	-12 574	-118 523	105 949
. dont résultat sous gestion propre	-27 871	4 635	- 32 506
. dont résultat des activités sociales et médico-so	15 296	-123 158	135 955
Situation nette (sous total)	740 528	753 102	- 12 574
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	850	1 983	- 1 133
Provisions réglementées	62 633	62 633	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>804 010</b>	<b>817 718</b>	<b>- 13 708</b>
<i>Autres fonds propres</i>			
<b>Fonds reportés et dédiés</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	31 601	38 214	- 6 613
<b>TOTAL (II)</b>	<b>31 601</b>	<b>38 214</b>	<b>- 6 613</b>
<b>Provisions</b>			
Provisions pour risques	2 000	2 000	
Provisions pour charges	192 369	225 910	- 33 541
<b>TOTAL (III)</b>	<b>194 369</b>	<b>227 910</b>	<b>- 33 541</b>
<b>Dettes</b>			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	138 759	48 376	90 383
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	192 923	195 153	- 2 230
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	24 196	9 807	14 389
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>355 878</b>	<b>253 336</b>	<b>102 542</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 385 858</b>	<b>1 337 177</b>	<b>48 681</b>

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le <b>31/12/2024</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2023</b> (12 mois)	<b>Variation</b>
<b><i>Engagements reçus</i></b> Legs nets à réaliser . acceptés par les organes statutairement compétents . autorisés par l'organisme de tutelle Dont en nature restant à vendre <b><i>Engagements donnés</i></b>			



## Compte de résultat association médico-social ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Produits d'exploitation</b>				
Cotisations	1 832	1 823	9	0,49
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico- sociales				
. Ventes de prestations de services	3 494	3 176	318	10,01
. dont parrainages				
. dont prestations relatives aux activités sociales et medico- sociales	3 494	3 176	318	10,01
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	384 896	525 353	- 140 457	-26,74
. Contributions des autorités de tarification relatives aux Activités sociales et medico-sociales	1 833 968	1 711 503	122 465	7,16
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières	19 647	21 717	- 2 070	-9,53
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	101 919	97 826	4 093	4,18
Utilisations des fonds dédiés	6 613	10 216	- 3 603	-35,27
Autres produits	53 813	51 564	2 249	4,36
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>2 406 182</b>	<b>2 423 178</b>	<b>- 16 996</b>	<b>-0,70</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises	8 605	5 966	2 639	44,23
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	469 526	528 181	- 58 655	-11,11
Aides financières	39 525	35 583	3 942	11,08
Impôts, taxes et versements assimilés	127 139	135 812	- 8 673	-6,39
Salaires et traitements	1 223 724	1 296 770	- 73 046	-5,63
Charges sociales	451 286	453 209	- 1 923	-0,42
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	63 482	52 308	11 174	21,36
Dotations aux provisions	19 932	16 785	3 147	18,75
Reports en fonds dédiés		11 639	- 11 639	-100
Autres charges	20 892	11 005	9 887	89,84
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>2 424 111</b>	<b>2 547 257</b>	<b>- 123 146</b>	<b>-4,83</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)</b>	<b>-17 930</b>	<b>-124 079</b>	<b>106 149</b>	<b>85,55</b>
<b>Produits financiers</b>				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif	522	292	230	78,77
Autres intérêts et produits assimilés	2 458	2 361	97	4,11
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>2 981</b>	<b>2 653</b>	<b>328</b>	<b>12,36</b>

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		14	- 14	-100
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
<b>Total des charges financières (IV)</b>		<b>14</b>	<b>- 14</b>	<b>-100</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>2 981</b>	<b>2 639</b>	<b>342</b>	<b>12,96</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-14 949</b>	<b>-121 440</b>	<b>106 491</b>	<b>87,69</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion	3 374	9 541	- 6 167	-64,64
Sur opérations en capital	2 215	1 133	1 082	95,50
Reprises sur provisions et transferts de charges				
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>	<b>5 590</b>	<b>10 674</b>	<b>- 5 084</b>	<b>-47,63</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	3 035	6 667	- 3 632	-54,48
Sur opérations en capital	180		180	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		1 090	- 1 090	-100
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>	<b>3 215</b>	<b>7 757</b>	<b>- 4 542</b>	<b>-58,55</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>2 375</b>	<b>2 918</b>	<b>- 543</b>	<b>-18,61</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	2 414 752	2 436 505	- 21 753	-0,89
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 427 326	2 555 028	- 127 702	-5,00
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-12 574</b>	<b>-118 523</b>	<b>105 949</b>	<b>89,39</b>
<b>Résultat des activités sociales et médico-sociales</b>	<b>15 296</b>	<b>-123 158</b>	<b>110 361</b>	
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
<b>Total</b>	<b>49 356</b>	<b>47 575</b>	<b>1 781</b>	<b>3,74</b>
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
<b>Total</b>	<b>49 356</b>	<b>47 575</b>	<b>1 781</b>	<b>3,74</b>

## Annexes Associations

### PREAMBULE

#### - Description de l'objet social de l'entité :

Au sein d'un réseau d'Unions Départementales des Associations Familiales, l'UDAF du Lot a pour mission d'accompagner toutes les familles lotaises, de la petite enfance au grand âge, sans discrimination, dans le cadre d'une politique familiale globale.

L'UDAF est habilitée :

- à représenter l'ensemble des familles auprès des pouvoirs publics
- à exercer l'action civile relative aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles
- à donner son avis aux pouvoirs publics et faire des propositions dans le cadre des intérêts des familles.
- à gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estiment devoir lui confier la charge

#### - Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'UDAF 46 a plusieurs activités :

- Rôle institutionnel
- Financement par UNAF en 2 volets (structure et contrat d'objectif)
- Microcrédit subventionnée en partie par la CDC
- Service MJPM (Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs)
- DPF (ou MJAGBF (Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial))
- Centre départemental social, MDF (maison des familles) à Cahors, hors du siège.
- Service médiation familiale

#### - Description des moyens mis en Œuvre :

Sur un plan financier :

- La dotation globale de la DDCSPP, de la CAF et du conseil départemental du Lot principalement
- La participation des usagers
- Les fonds spéciaux de l'UNAF
- Diverses subventions

Sur un plan humain, l'association emploie 33.61 ETP

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 385 857,64 E.

Le résultat net comptable est un déficit de -12 574,38 E. Il se répartit comme suit :

SERVICE	RESULTAT COMPTABLE
Institution	- 55 419
MJPM	+ 16 110
MJAGBF	- 814
Médiation Familiale	- 476
Pôle Actions familiales	+ 28 054
Logement	- 29
<b>CUMUL</b>	<b>- 12 574</b>

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 26/03/2025 par les dirigeants.

## EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

### ACTIVITE

Les produits d'activité de l'exercice clos le 31/12/2024 sont de 2 406 182 euros contre 2 423 178 euros pour l'exercice précédent, soit une baisse de 0.69 %.

Cette baisse est liée à l'arrêt du Pôle actions familiales et accompagnements au 31/12/2023.

L'association présente des déficits sur les 3 derniers exercices. Elle possède un fonds de roulement, qui diminue, mais qui lui permet encore de poursuivre son exploitation sur l'année qui suit. En effet, la situation financière actuelle l'oblige à s'appuyer sur ses fonds propres.

### SEGUR POUR TOUS

L'association a versé le Ségur pour tous en 2024.

Par simple mail du 14/04/2025, la DDETSPP 46 indique que : « lorsque les services MJPM et DPF ont versé le Ségur pour tous dès 2024, le montant doit être inscrit au Compte administratif 2024 en produits (compte de classe 7) et dans un compte de "produits à recevoir" (classe 4) ».

Malgré le manque d'information et l'incertitude sur ce versement, ce produit à recevoir non acquis à la clôture, a été comptabilisé pour 72 607 €, dans les comptes annuels, corrélativement aux comptes administratifs MJPM et DFP.

### INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE

Des investissements ont été réalisés à hauteur de 72 487 euros et se décomposent de la manière suivante :

- Menuiseries local de Figeac : 1 630 euros
- Architecte local Figeac : 13 620 euros
- Destructeur de papier : 1 834 euros
- Appareil photo : 690 euros
- Serveur : 54 158 euros
- Fauteuil : 554 euros

### FONDS DES MAJEURS PROTEGES

Dans le cadre de son activité, l'association gère des fonds pour le compte de personnes protégées. Au 31 décembre 2024, le montant géré s'élève à 20 543 241 euros.

### EXONERATIONS ZRR

L'exonération ZRR fait bénéficier à la structure d'une économie de charges sociales d'un montant de 31 055 euros.

### PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le détail des provisions pour risques et charges sont décrites plus loin dans l'annexe.

### CET

L'association a souscrit à un Compte Epargne Temps pour ses salariés en 2018. 13 jours ont été déposés mais il n'y a pas eu de versements sur l'exercice.

## PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par :

- le plan Comptable Général 2014-03,
- aux prescriptions du code du commerce,
- au règlement ANC n°2022-04 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations,
- au règlement n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- l'arrêté ministériel du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.



**PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

**Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

**Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 04 ans
Constructions	de 10 à 50 ans
Agencement des constructions	de 05 à 15 ans
Installations techniques et matériels	de 04 à 11 ans
Agencement informatique	05 ans
Matériel informatique	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 03 à 05 ans
Matériel de bureau	de 03 à 05 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

**Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

**Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

**AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES:**

Une provision relative aux frais à venir des véhicules pris en location par l'association qui s'est engagée à les remettre en état à l'issu des contrats avait été constituée pour 2 000 euros. Elle a été maintenue en 2024.

**PROVISION REGLEMENTEES POUR PLUS-VALUE NETTES D'ACTIFS (compte 1486)**

En vertu de l'arrêté du 12 novembre 2008, les établissements médico-sociaux sont autorisés à constituer une provision réglementée égale au montant des plus-values réalisées sur les cessions de biens issus de l'actif immobilisé ou de l'actif circulant. Cette provision vise à renforcer le fonds de roulement des établissements.

Elle concerne donc la neutralisation de la plus-value nette d'actifs en 2020, pour la seule partie relatives aux activités ESSMS suite à la vente d'un immeuble détenu à CAHORS.

**AFFECTATION DE RESULTAT**

Affectation des résultats issus de la gestion contrôlée :

Les résultats en attente d'affectation par les financeurs sont comptabilisés dans le compte 115, ou des subdivisions de celui-ci.

Les affectations sont ensuite réalisées par établissement conformément aux décisions des financeurs. Il peut s'agir de :

- réserves pour investissements;
- réserves de compensation des déficits;
- réserves de compensation des charges d'amortissements;
- réserves de trésorerie;
- reports à nouveau.

Dépenses refusées ou non opposables :

En cas de non prise en charges par le financeur des dépenses présentes dans les comptes administratifs des établissements, celles-ci sont affectées :

- en dépenses refusées si elles ont un caractère définitif (compte 119);
- en dépenses non opposables si cette situation est temporaire (compte 1159)

**Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner totalement le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes alors qu'elle ne le faisait jusqu'alors que pour le personnel du secteur MJPM. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

- Application convention collective 3116
- Taux d'actualisation : 3.17 %
- Taux d'évolution des salaires : 3.38 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux charges sociales : 46.36%

La provision retraite portée en compte 153 s'élève ainsi à 192 369 euros.

**Contributions volontaires :**

Conformément à l'article 211 du règlement ANC 2018-06, les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées au compte de résultat pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les contributions volontaires en nature sont composées des :

- Contributions en travail (bénévolat, mises à disposition de personnes)
- Contributions en biens (dons en nature redistribués ou consommés en l'état)
- Contributions en services (mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services) :

**1. Contributions en travail (bénévolat, mises à disposition de personnes) :**

Les heures de bénévolat ont été recensées tout au long de l'exercice. L'Udaf a établi un récapitulatif des heures de bénévolat par bénévole, ce récapitulatif imprimé en deux exemplaires a été signé par le Président de l'Udaf et par le bénévole concerné. Un exemplaire par bénévole est conservé à l'Udaf.

Le nombre d'heures de travail effectué par les bénévoles de l'Udaf sur l'exercice 2024 est de : 3 070.

Conformément aux préconisations de l'Unaf, nous avons valorisé ces heures avec la valeur du SMIC horaire au 01/01/2024, soit : 11.65 euros de l'heure.

Le taux de charges sociales utilisé est celui observé sur l'exercice : 38,00%.

Le montant total des contributions volontaires en travail pour l'exercice 2024 est de : 49 356.39 euros.

Ce montant, comptabilisé, figure au pied du compte de résultat.

**CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



**Annexes Associations (suite)****NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	123 035			123 035
Immobilisations corporelles	611 834	72 487	11 353	672 967
Immobilisations financières	49 816	518		50 334
<b>TOTAL</b>	<b>784 684</b>	<b>73 005</b>	<b>11 353</b>	<b>846 336</b>

**Amortissements**

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	112	191		303
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	78 751	416		79 167
<b>TOTAL I</b>	<b>78 863</b>	<b>607</b>		<b>79 470</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui	9 667	17 396		27 063
Installations générales, agencements	1 641	221		1 862
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	42 711			42 711
Matériel de transport	1 149	736		1 884
Matériel de bureau et informatique	229 022	44 522	2 234	271 310
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>284 189</b>	<b>62 875</b>	<b>2 234</b>	<b>344 830</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>363 052</b>	<b>63 482</b>	<b>2 234</b>	<b>424 301</b>

**Etat des créances et charges constatées d'avance**

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	26 893		26 893
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	50 519	6 627	43 892.06
Autres créances	262 389	262 389	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>7 583</b>	<b>7 583</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>347 384</b>	<b>320 491</b>	<b>26 893</b>

*Etat des produits à recevoir*

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	99 247
Autres produits à recevoir	161 247
<b>TOTAL</b>	<b>260 494</b>

*Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif*

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	43 892			43 892
Comptes financiers	20 000			20 000
<b>TOTAL</b>	<b>63 892</b>			<b>63 892</b>

## Annexes Associations (suite)

## NOTES SUR LE BILAN PASSIF

## Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	64 052				64 052
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	814 550		-54 641		759 909
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-6 977		-233 708	-169 827	-70 859
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-118 523		-12 754	-118 523	-12 754
Dont générosité du public					
<b>Situation nette</b>	<b>752 962</b>		<b>-301 103</b>	<b>-288 350</b>	<b>740 348</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	1 983			1 133	850
Dont générosité du public					
Provisions réglementées	62 633				62 633
Dont générosité du public					
<b>TOTAL</b>	<b>819 717</b>		<b>-301 103</b>	<b>-287 217</b>	<b>805 831</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>					

### Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisations en cours d'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Solde fonds dédiés
Fonds dédiés ESMS	3 813		3 813		
Ressources Fonds dédiés	19 961				19 961
Ressources Fonds dédiés	11 639				11 639
Fonds dédiés subventions DDCSPP	2 800		2 800		
<b>TOTAL</b>	<b>38 214</b>		<b>6 613</b>		<b>31 600</b>

### Subventions d'investissement

#### Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
CAF	Equip mobilier	11 331			11 331
<b>TOTAL</b>		<b>11 331</b>			<b>11 331</b>

#### Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
CAF	Equip mobilier	9 348	1 133		10 481
<b>TOTAL</b>		<b>9 348</b>	<b>1 133</b>		<b>10 481</b>

**Provisions pour risques et charges**

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	62 633			62 633
<b>TOTAL (I)</b>	<b>62 633</b>			<b>62 633</b>
Provisions pour litiges	2 000			2 000
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	225 910	19 932	53 473	192 369
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL (II)</b>	<b>227 910</b>	<b>19 932</b>	<b>53 473</b>	<b>194 369</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>290 543</b>	<b>19 932</b>	<b>53 473</b>	<b>257 002</b>
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		19 932	53 473	
- financières				
- exceptionnelles				

**Etat des dettes et produits constatés d'avance**

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	138 759	138 759		
Dettes fiscales et sociales	192 923	192 923		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	24 127	24 196		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>355 809</b>	<b>355 878</b>		

**Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	95 757
Dettes fiscales et sociales	95 189
Autres dettes	7 942
<b>TOTAL</b>	<b>198 887</b>

## Annexes Associations (suite)

### NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
UNAF	Fonds spécial	225 226	203 962	21 263		
REGION OCCITANI	Justice	8 050		8 050		
UNAF	Subv consommatio	578	578			
Caisse des dépôts	Sub micro-crédits	2 500		2 500		
DRJSCS	Subv CGET	23 000	9 000	14 000		
CD, Tribunaux	MASP, ad'hoc	23 185	11 981	11 204		
<b>TOTAL</b>		<b>282 538</b>	<b>225 521</b>	<b>57 017</b>		

#### Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>5 590</b>
Sur opérations de gestion	1 223
Produits de cession des éléments d'actif	1 082
Produits sur exercices antérieurs	3 284
Reprises sur provisions et transferts de charges	
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>3 215</b>
Sur opérations de gestion	3 035
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	180
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>2 375</b>

Eléments significatifs ou importants à mentionner le cas échéant

Produits exceptionnels :

- Quote-part subvention d'investissement ramenée au résultat : 1 133 euros
- Produits de cessions des immobilisations : 1 082 euros
- Produits sur exercices antérieurs : 3 284 euros
- Produits divers : 90 euros

Charges exceptionnelles :

- Charges relatives aux exercices précédents : 2 747 euros
- Pénalités et amendes : 17 euros
- Valeur comptable des éléments d'actifs cédés : 180 euros
- Charges diverses : 271 euros

#### Passage du résultat comptable au résultat administratif

	Différence de traitement
Résultat comptable	-12 574
Variation de la provision congés payés et CET	-20 036
Reprise réserves et compensations charges d'amortissement	7 653
<b>Résultat administratif</b>	<b>-24 957</b>

**Rémunération des cadres dirigeants**

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

**Effectif moyen**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	6	1
Non cadres	29	1
<b>TOTAL</b>	<b>35</b>	<b>2</b>

**Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 10 618 E.

